

Juste un grand marché ?

Un projet de grand marché transatlantique est en cours de négociation sans qu'aucun parlement n'ait été consulté sur son opportunité, à l'exception du Parlement européen où la traditionnelle sainte-alliance des chrétiens-démocrates et des sociaux-démocrates l'appuie avec le même enthousiasme apporté jusqu'ici à tout ce qui démantèle le modèle démocratique et social européen.

Ce « [Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement \(PTCI\)](#) » représente la pire agression non militaire jamais subie par les peuples d'Europe.

Ce que ce projet cache

Bien que présenté comme essentiellement technique, ce projet prévoit en fait la disparition de tous les obstacles s'opposant encore à un libre commerce, ainsi qu'une libéralisation totale des marchés : marchés agricole et non agricole, marché des services, marché financier et marché des investissements. Il dénonce les réglementations communautaires ou nationales qui assurent encore une régulation des échanges jugée trop lourde.



Les risques de cet accord sont clairs :

- levée irrémédiable de toutes les normes sanitaires interdisant l'introduction des viandes chlorées ou hormonées ou encore des organismes génétiquement modifiés sur les marchés communautaires
- démantèlement des protections douanières et mise en concurrence accrue des systèmes de production, notamment agricoles
- pouvoir accru des multinationales de l'énergie face aux pouvoirs publics ou aux citoyens qui refusent l'extraction des ressources –en particulier en pétrole et gaz de schiste– présentes sur leurs territoires
- impossibilité pour l'Union européenne et ses états membres d'imposer aux multinationales les choix de politiques publiques indispensables à la protection des citoyens et de l'environnement, à l'amorce de la transition énergétique, à la protection des services d'intérêt général. En effet, les multinationales pourront attaquer toutes les décisions publiques devant des juridictions d'arbitrage contrôlées par le secteur privé. **Le capital serait ainsi juridiquement hissé au même niveau que la souveraineté démocratique.**

Cette zone de libre-échange finalisée mettrait en concurrence les salariés, les entreprises et les territoires. Elle aurait inévitablement un effet d'entraînement vers toujours moins de régulations sociales, environnementales, fiscales et de protection du consommateur.

Que faire ?

Sachant que le mandat de négociation donné à la Commission est classifié et ne peut pas être consulté, il faut faire le travail que la droite, le PS, EELV, la CFDT, et la plupart des médias ne font pas : informer de la réalité de ce projet en expliquant le mandat donné par les gouvernements (dont le gouvernement PS-EELV actuel) à la Commission Européenne pour négocier avec les USA cet effacement de l'Europe.

Raoul-Marc Jennar travaille depuis 15 ans au service d'organisations non gouvernementales. Depuis 1999, chercheur pour Oxfam Solidarité, spécialisé dans les dossiers de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), il est aussi l'un des animateurs de « l'unité de recherche, de formation et d'information sur la globalisation » (www.urfig.org), créée par le sociologue français Pierre Bourdieu.

Auteur de plusieurs livres sur le commerce mondial, il a écrit « Europe, la trahison des élites » sur la soumission de l'Union Européenne aux intérêts des grands groupes industriels et financiers. Ce livre lui a valu le prix 2004 des Amis du Monde Diplomatique.